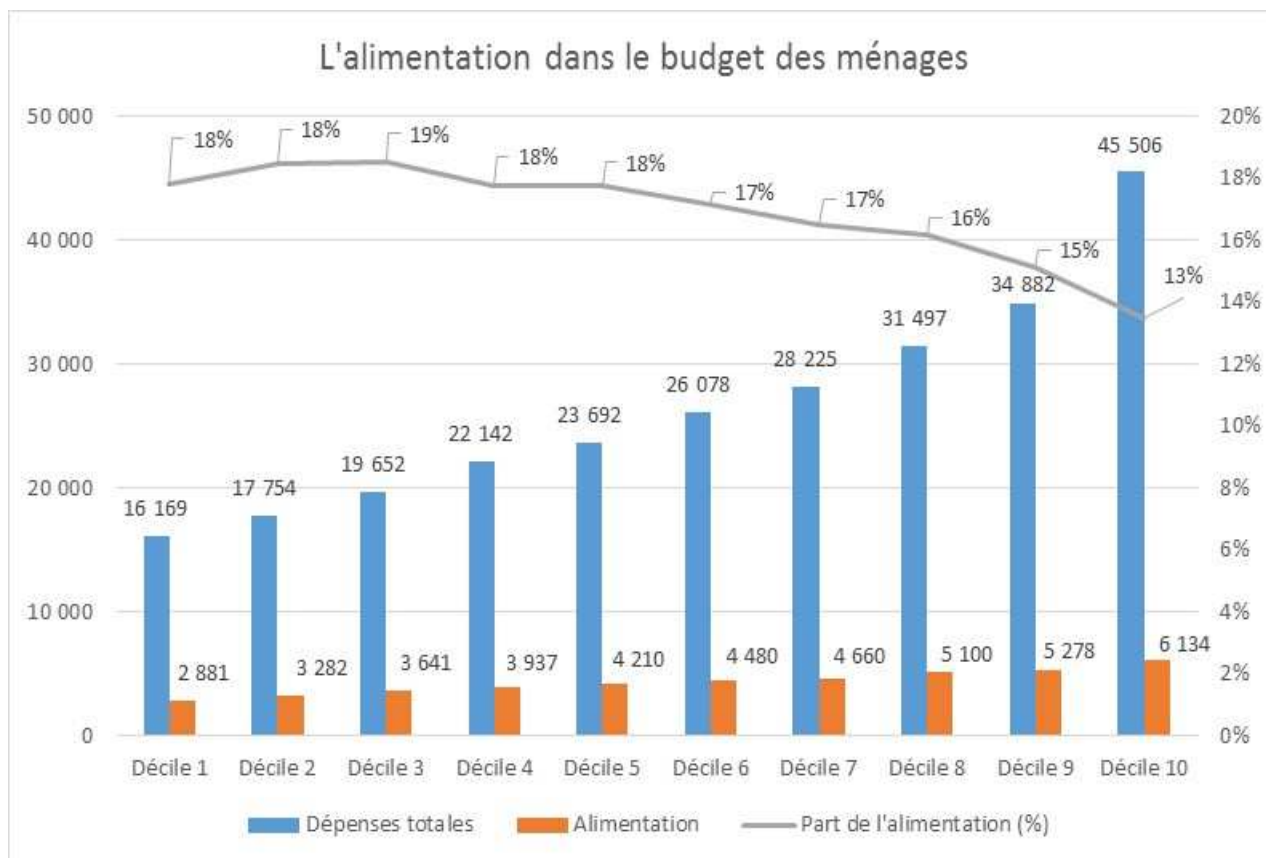
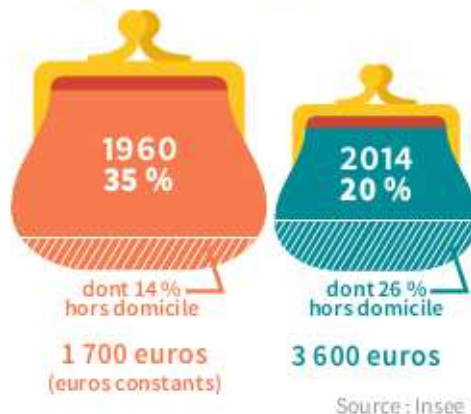


Dimension économique et sociale de l'alimentation

Trousse d'autoformation / Club développement durable du Grand Lyon, 10/09/2019

L'alimentation dans le budget des ménages - France



L'alimentation dans le budget des ménages en 2011 selon leur revenu

Lecture : les ménages du 1er décile de niveau de vie, c'est-à-dire les 10 % des ménages ayant les niveaux de vie les plus faibles, dépensent annuellement en moyenne 16 169 euros, dont 2 881 pour leur alimentation, qui représente 18% de l'ensemble de leurs dépenses.

(Source : Insee, enquête budget de famille 2011)

PRÉCARITÉ



1/3 des ménages métropolitains déclarent **ne pas** avoir les moyens de s'alimenter correctement

INSÉCURITÉ



15% des Grand Lyonnais ne mangent pas à leur faim

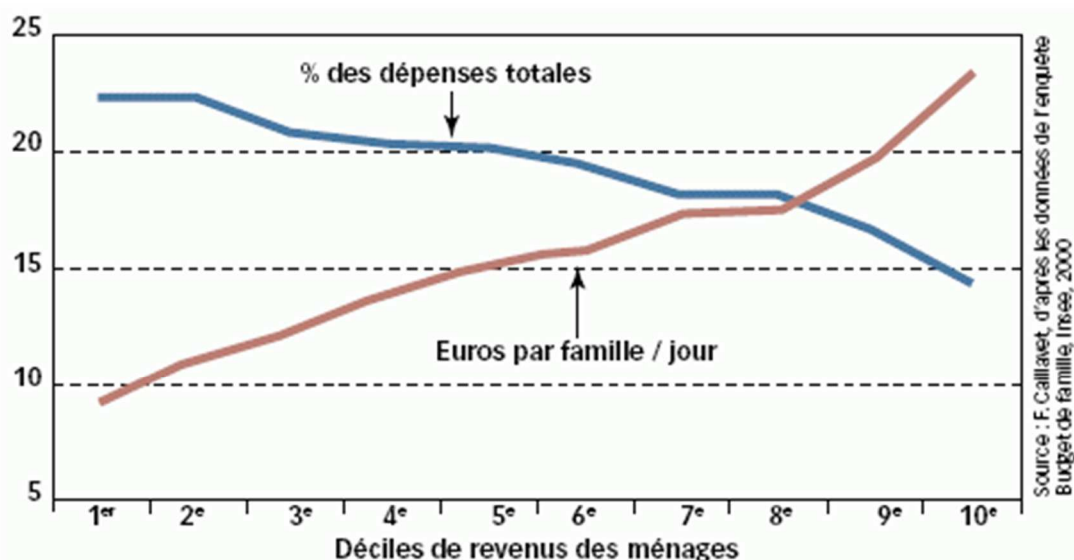
PRIX

Pour **32%** des Grand Lyonnais, le prix est le **premier critère de choix** des produits alimentaires



(Ressource biblio 4)

Les 10% des ménages les plus riches dépensent presque trois fois plus d'argent dans le poste alimentaire que les 10% les plus pauvres. Malgré cela, la part de l'alimentation ne représente que 14% des dépenses des plus aisés, contre 22% de celles des plus pauvres.



N. B. : lorsqu'on classe les ménages selon leur niveau de revenu, le premier décile correspond aux 10 % des ménages du bas de l'échelle, le deuxième décile aux 10 % suivants, et ainsi de suite jusqu'au dixième décile, qui regroupe les 10 % les plus riches.

(Ressource biblio 15)

Différentes études montrent qu'en dessous d'un certain seuil de revenu ou de budget alimentaire quotidien, le choix des produits n'existe plus : on « subit » ce qu'on mange. 12 % de la population est ainsi en état de précarité alimentaire. (Ressource biblio 1)

Sur la métropole, 15% des ménages ne mangent pas toujours à leur faim (on parle d'insuffisance alimentaire « quantitative »), avec une précarité accrue pour 5% des habitants qui déclarent manquer souvent de nourriture. (Ressource biblio 2)

En France, il a été calculé que le budget alimentaire qui permettrait à une personnes de respecter l'ensemble des recommandations nutritionnelles était d'environ 3,50 € par jour, à condition de s'éloigner des habitudes alimentaires pour privilégier des aliments très nutritifs. (Ressource biblio 10)

Nombre d'études ont cherché à caractériser l'alimentation des personnes en situation de précarité. Plusieurs types de problèmes peuvent être identifiés :

- ▶ la quantité est insuffisante ;
- ▶ les personnes consomment peu de fruits et légumes et choisissent des aliments riches en sucres et en graisses ;
- ▶ les rythmes alimentaires sont perturbés (pas de petit déjeuner, grignotage...).

Ces pratiques ont des causes multiples : coût des aliments, accessibilité aux lieux d'approvisionnement, perturbation des rythmes de vie (chômage, désorganisation de la vie en famille).

« Même s'il est possible de bien manger avec un petit budget, il serait indécent d'affirmer que c'est facile ou que ce n'est qu'une question de volonté. En fait, le seuil de 3,5 euros est un seuil critique en-dessous duquel il est risqué de se situer. Or, ce seuil est proche de celui du budget alimentaire des personnes pauvres en France. Selon l'enquête « Budget de famille » réalisée, en 2001, par l'Insee, les 10 % des ménages qui ont le niveau de revenu le plus faible, en France, consacrent moins de 10 euros par jour (et par famille) à leur alimentation à domicile et cela représente près de 15 % de leur dépenses totales. » (Ressource biblio 11)

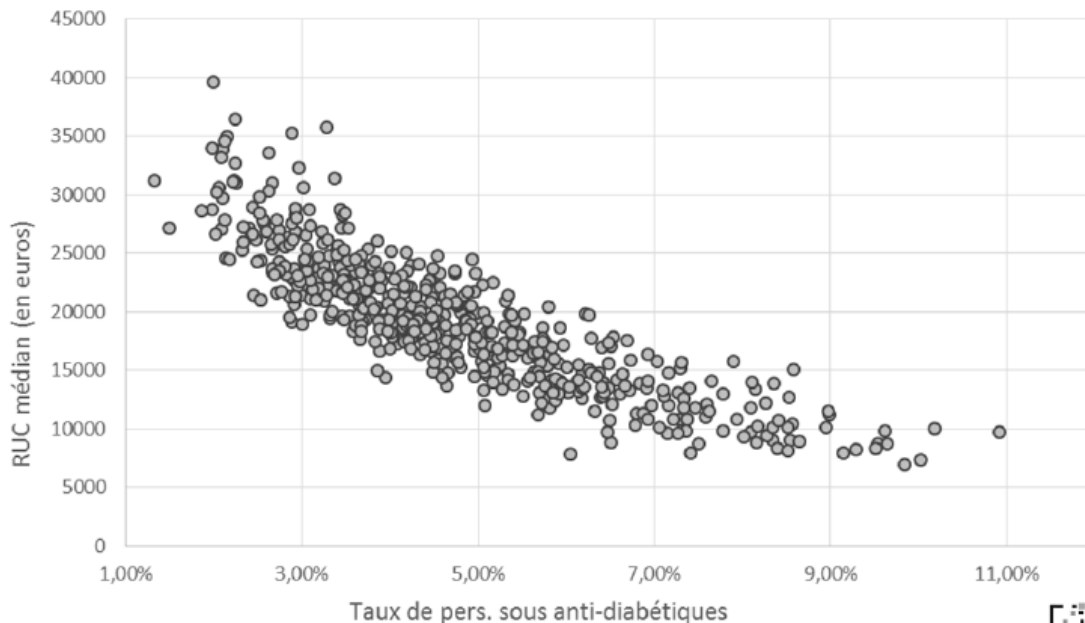


Le nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire ne cesse d'augmenter : 2,8 millions de personnes en bénéficiaient en 2008, 3,5 en 2010 et 4,8 en 2015 (ce chiffre vient des données des quatre associations nationales tête de réseau, et n'intègre pas les bénéficiaires d'une aide alimentaire distribuée par des associations non-habilitées), soit une augmentation de plus de 70 % en sept ans. (10)

En moyenne, un ménage dépense 490 euros par an pour l'achat de légumes frais et de fruits, soit 11% du budget alimentation. L'écart entre la part allouée aux légumes frais et aux fruits est très important selon le niveau de vie des ménages : de 310 euros pour les ménages les plus pauvres à 828 euros pour les ménages les plus riches. (Ressource biblio 11)

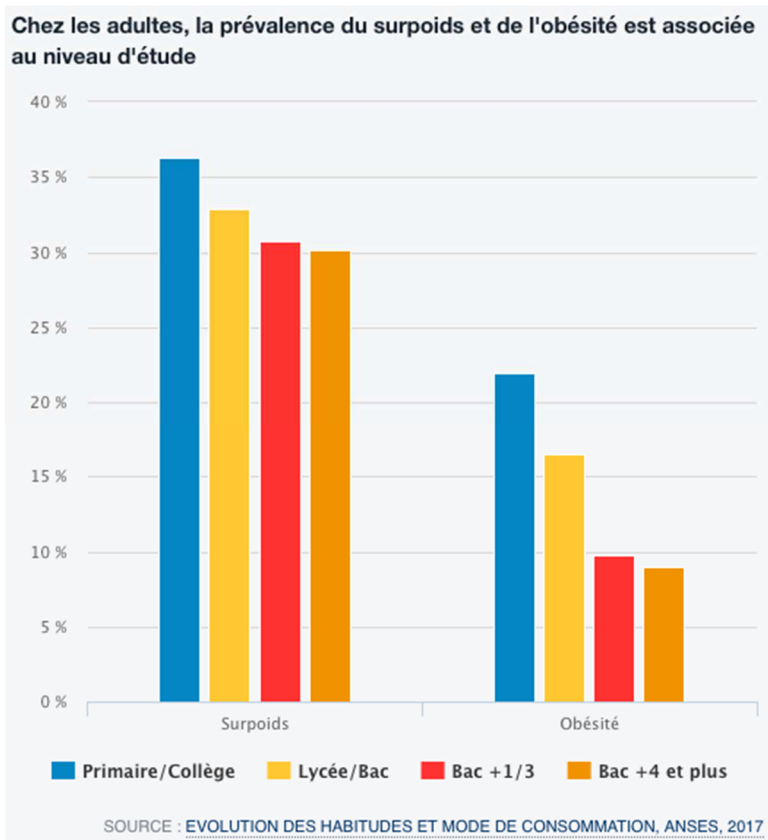
Avec les maladies cardio-vasculaires, le diabète est l'une des pathologies dans lesquelles l'alimentation joue un rôle majeur, sans pour autant en être l'unique facteur (les prédispositions génétiques et l'absence d'activité physique sont également à l'origine de ces maladies). Le suivi des personnes traitées sous-antidiabétique est donc un indicateur pertinent pour approcher la question du lien entre précarité, alimentation et santé.

Iris des agglomérations du Pôle Métropolitain : taux de diabète en fonction du RUC médian



RUC = Revenu par Unité de consommation¹ (Ressource biblio 11)

En France le surpoids touche 36% de ceux qui ont un niveau d'études primaire ou collège, contre 30% de ceux qui disposent d'un niveau d'études bac+4 ou supérieur. L'écart est beaucoup plus fort encore pour ce qui concerne l'obésité, qui touche 22% des moins diplômés, contre seulement 9% des bac+4.



(Ressource biblio 17)

¹ Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). L'échelle actuellement la plus utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante : 1 UC pour le premier adulte du ménage ; 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

<https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1802>